

# PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE Nº 217 DDPP 14

S.A. PARET VILLEDIEU
15 rue de Lissagaray
42 100 SAINT-ETIENNE

# LISTES DES ARTICLES

TITRE 1 - PORT	EE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	6
CHAPITRE 1.1.	BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	6
Article 1,1.1.	Exploitant titulaire de l'autorisation	6
	Modifications et compléments apportes aux prescriptions des actes antérieurs	
Article 1.1.3.	Installations non visées par la nomenclature	6
CHAPITRE 1.2	Nature des installations	6
Article 1,2.1.	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations class	séest
	Situation de l'établissement	
	CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	
Article 1.3.1	Conformité	8
CHAPITRE 1.4	Conformité	8
Article 1,4,1.	Durée de l'autorisation	8
	GARANTIES FINANCIERES	
Article 1.5.1.	Objet des garanties financières	8
Article 1,5.2.	Transmission du calcul des garanties financières	9
	MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	
Article 1.6.1.	Porter à connaissance	9
Article 1,6.2.	Mise à jour des études d'impact et de dangers	9
Article 1.6.3.	Équipements abandonnés	9
	Transfert sur un autre emplacement	
	Changement d'exploitant	
	Cessation d'activité	
	RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	
	Respect des autres législations et réglementations	
	ON DE L'ETABLISSEMENT	
	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	
	Objectifs généraux	
	Consignes d'exploitation	
	RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	
Article 2.2,1.	Réserves de produits	II
CHAPITRE 2.3	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	11
Article 2.3.1.	Propreté	$\frac{11}{11}$
Article 2.3.2.	Esthétique	. 11
	DANGER OU NUISANCE NON PREVENU	
	Danger ou nuisance non prévenu Incidents ou accidents	
Article 2.3.1.	Déclaration et rapport	12
	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	
TITRE 3 – PREV	ENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	13
	CONCEPTION DES INSTALLATIONS	
Article 3.1.1.	Dispositions générales	13
Article 3.1.2.	Pollutions accidentelles	13
	Odeurs	
	Voies de circulation	
	Émissions diffuses envols de poussières et des bourres	
	.CONDITIONS DE REJET	
	Dispositions générales	
	Conduits et installations raccordées	
	Conditions générales de rejet	
	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	
	ECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	
	Prelevements et consommations d'eau	
Article 4.1.1	Origine des approvisionnements en eau	16
Article 4.1.1.	Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux	16
Auticle 1.1.2.	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	16
Z11 66060 7.1.J.	1 i dicerioti del i escului di cali pordute ci des niniculi de pi cic remeni	

Article 4.1	.3.1. Protection des eaux d'alimentation	16
	.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage	
	.COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	
Article 4.2.1.	Dispositions générales	16
Article 4.2.2.	Plan des réseaux	16
Article 4.2.3.	Entretien et surveillance	17
Article 4.2.4.	Protection des réseaux internes à l'établissement	17
Article 4.2	.4.1. Protection contre des risques spécifiques	17
	.4.2. Isolement avec les milieux	
CHAPITRE 4.3	Types d'effluents, leurs ouvrages d'epuration et leurs caracteristiques de rejet au milieu.	. 17
Article 4.3.1.	Identification des effluents	17
Article 4.3.2	Collecte des effluents	18
Article 4.3.3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	18
	Entretien et conduite des installations de traitement	
Article 4.3,5	Localisation des points de rejet	18
Article 4.3.6	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	19
Article 4.3	.6.1. Conception	19
Article 4.3	.6.2. Aménagement	20
4.3.6.2.1	Aménagement des points de prélèvements	20
4.3.6.2.2	Section de mesure	20
Article 4.3	.6.3. Équipements	20
Article 4.3.7	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	20
	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement	
	. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration	
	int-Étienne)	
	0. Valeur's limites d'émission des eaux domestiques	
	l. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	
	IETS	
*.		
	PRINCIPES DE GESTION	
Article 5.1.1	Limitation de la production de déchets	22
	Séparation des déchets	
	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets	
1 1	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	
	Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement	
	Transport	
Article 5.1.7	Déchets produits par l'établissement	23
TITRE 6 – PREV	ENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	. 24
CHADITDE 6.1	DISPOSITIONS GENERALES	24
Autiala 6 1 1	Aménagements	. 24 24
	Véhicules et engins.	
	Appareils de communication	
	NIVEAUX ACOUSTIQUES	
	Valeurs Limites d'émergence	
	Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation	
	.VIBRATIONS	
	Vibrations	
	ENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	
CHAPITRE 7.1	.GENERALITES	. 26
Article 7.1.1	Localisation des risques	26
	État des stocks de produits dangereux	
	Propreté de l'installation	
	Contrôle des accès	26
	Circulation dans l'établissement	
Article 7.1.5	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	
	C	27
CHAPITRE 7.2	Comportement au feu	
CHAPITRE 7.2 Article 7.2.1	Comportement au jeu	27
CHAPITRE 7.2 Article 7.2.1 Article 7.2.2	•	
CHAPITRE 7.2 Article 7.2.1 Article 7.2.2	Chaufferie	

	Article 7.2.4. Intervention des services de secours	27
	Article 7.2.5. Désenfumage	
	Article 7.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie	28
	CHAPITRE 7.3 .DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS	29
	Article 7.3.1. Installations électriques	29
	Article 7.3.2. Protection contre la foudre	29
	Article 7.3.3. Ventilation des locaux	
	Article 7.3.4. Systèmes de détection et extinction automatiques	. 29
	CHAPITRE 7.4 .DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	
	Article 7.4.1. Rétentions et confinement	29
	CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION	30
	Article 7.5.1. Surveillance de l'installation	30
	Article 7.5.2. Travaux	
	Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements	31
	Article 7.5.4. Consignes d'exploitation	
	TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS	10.T2
	TIRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS  L'ETABLISSEMENT	
L		
	CHAPITRE 8.1 .PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSSE	
	CHAPITRE 8.2 .ZONES DE RISQUE TOXIQUE	
	Article 8.2.1. Perchloroéthylène	
	Article 8.2.2. Unité de désensimage	32
	Article 8.2.3. Zones d'utilisation du perchloroéthylène – Détection – Alarme	32
	Article 8.2.4. Protections individuelles	
	Article 8.2.5. Formation du personnel	32
Т	TITRE 9 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	34
_		
	CHAPITRE 9.1 .PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	
	Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	
	Article 9.1.2. Mesures comparatives	. 34
	CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE	
	Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques	
	Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques	
	9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées	
	9.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan	
	Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau	35
	Article 9.2.3. Auto surveillance des rejets eaux	35
	Article 9.2.3.1. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets industriels	
	Article 9.2.3.2. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux de voiries et des e	
	pluviales susceptibles d'être polluées	36
	CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	
	Article 9.3.1. Actions correctives	
	Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	36
	Article 9.3.2.1. Rejets eaux industrielles et eaux pluviales des voiries	36
	Article 9.3.2.2. Rejets atmosphériques	37
Ί	TITRE 10 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE - EXECUTION	38
	Article 10.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS	. <i>38</i>
	Article 10.1.2. PUBLICITE	
	Article 10.1.3. EXECUTION	



# PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE Nº 217-22P-14

La préfète de la Loire Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V,

VU les décrets n° 2002-680 du 30 avril 2002, 2010-1700 du 30 décembre 2010 et 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1997, réglementant les activités de la S.A. PARET VILLEDIEU, 15 rue de Lissagaray sur la commune de SAINT-ETIENNE,

VU le récépissé de déclaration du 27 septembre 2005 permettant, en application de l'article L513-1 du code de l'environnement, à la S.A. PARET VILLEDIEU, 15 rue de Lissagaray sur la commune de SAINT-ETIENNE de bénéficier du régime de l'antériorité au titre de la rubrique 2921-1b pour une puissance thermique évacuée totale de 1995kW.

VU les déclarations de l'exploitant indiquant le changement de l'installation de combustion intervenu en 1998 et en 2003.

VU le bordereau de réception du 22/10/2003 de la société COURBON Siemens Industrie Service de Saint-Étienne justifiant de l'élimination du transformateur PCB,

VU l'analyse des émissions déclarées par les teintureries autorisées au titre des ICPE de Rhône-Alpes, conduite sur la période 2007-2012,

VU le rapport du 21 mars 2014 de l'inspection des installations classées,

VU l'avis du Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques,

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur,

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur,

CONSIDERANT qu'il convient d'acter la fin d'utilisation du transformateur au PCB par la S.A. PARET VILLEDIEU, 15 rue de Lissagaray sur la commune de SAINT-ETIENNE,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acter les modifications en ce qui concerne l'installation de combustion de la S.A. PARET VILLEDIEU, 15 rue de Lissagaray sur la commune de SAINT-ETIENNE,

**CONSIDERANT** qu'il y convient d'acter les modifications de classement suite aux décrets n<sup>os</sup> 2002-680 du 30 avril 2002, 2010-1700 du 30 décembre 2010 et 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la S.A. PARET VILLEDIEU, 15 rue de Lissagaray sur la commune de SAINT-ETIENNE afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

# ARRÊTE

#### TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

#### CHAPITRE 1.1 .BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société S.A. PARET VILLEDIEU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Étienne, au 15 rue de Lissagaray, les installations détaillées dans les articles suivants.

# ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°17 969 du 7 mai 1997 sont supprimées par le présent arrêté.

# ARTICLE 1,1,3, INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

# **CHAPITRE 1.2 .NATURE DES INSTALLATIONS**

# ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	AS, A,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de	Seuil du	Volume
		E, D, NC		•	classement	critère	autorisé
				D 11 (4.1)		<del>~ / ·</del>	10001
1175	1	A	0 0 1	<b>.</b> .	Quantité de	Supérieure	4000 1
			stockage de liquides) pour la mise en		liquide	à 1 5001.	
· ·			solution, l'extraction, etc., à	2000 1 de produit	organohalogénés		
			l'exclusion du nettoyage à sec visé	employé (circuit)	susceptibles		
			par la rubrique 2345, du nettoyage,	. +	d'être présente	,	
			dégraissage, décapage de surfaces	2000 l de produit stocké	dans		
			visés par la rubrique 2564 et des	(cuve)	l'installation		
			substances ou mélanges classés dans				
			une rubrique comportant un seuil AS.				
2330	1	A	Teinture, impression, apprêt,	Teinture, apprêt	Quantité de	Supérieure	1,5t/j

			enduction, blanchiment et délavage de matières textiles.		fibres et de tissus susceptibles d'être traitée	-	
910	A.2	D	installations visées par les rubriques		thermique	Supérieure à 2 MW,	4,18MW
				ateliers teintures)		mais	
			Lorsque l'installation consomme			inférieure	
			exclusivement, seuls ou en mélange,			à 20MW	
			du gaz naturel, des gaz de pétrole	kw (Vapeur industrielle)			
			liquéfiés, du fioul domestique, du			,	
			charbon, des fiouls lourds ou de la				
			biomasse telle que définie au a) ou au			1	
			b) iv) de la définition de la biomasse,				
		·	des produits connexes de scierie issus	principal)	· .		
			du b) v) de la définition de la				
		, i	biomasse ou lorsque la biomasse est				
,			issue de déchets au sens de l'article				
			L541-4-3 du code de				
			l'environnement, à l'exclusion des				
			installations visées par d'autres		·		
			rubriques de la nomenclature pour				
			lesquelles la combustion participe à la				
			fusion, la cuisson ou le traitement, en	•			
			mélange avec les gaz de combustion,	•			
			des matières entrantes.				
921	ь	D		1 TAR circuit ouvert	Puissance	Inférieure	885 kW
			dispersion d'eau dans un flux d'air		thermique	à 3 000	
			généré par ventilation mécanique ou	•	évacuée	kW	
			naturelle (installation de).		maximale		
511	/	NC	Acide chlorhydrique à plus de 20 %	Acide sulfurique à 51 %:	Quantité totale	Inférieure	1,61T
			en poids d'acide, formique à plus de		susceptible	à 50T	
			50 %, nitrique à plus de 20 % mais à		d'être présente		
			moins de 70 %, phosphorique à plus	Acide acétique à 80 %:	dans	*	
	ŀ	Į.	de 10 %, sulfurique à plus de 25 %,		l'installation		
	1		anhydride phosphorique (emploi ou		1 installation		
			stockage de).				
530	/	NC		Lessive de soude à 30 % :	Quantité totale	Inférieure	1,35T
			(fabrication industrielle, emploi ou		susceptible	à 100T	·
			stockage de lessives de) Emploi ou		d'être présente		
			stockage. Le liquide renfermant plus	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	dans		
		1					
			de 20 % en poids d'hydroxyde de		l'installation		

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Saint-Étienne	n <sup>os</sup> 119 et 219 feuille 000 LS 01 et n°53 feuille 000 LT 01.

# CHAPITRE 1.3 .CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

# CHAPITRE 1.4 .DUREE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

#### CHAPITRE 1.5 .GARANTIES FINANCIERES

#### ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Conformément à l'article R.516-1 5° du code de l'environnement et à l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 :

Rubrique	Libellé des rubriques	Quantité unitaire maximale retenue pour
		le calcul de l'événement de référence
1175	Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution,	4000 1
	l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345,	
	du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564	
	et des substances ou mélanges classés dans une rubrique comportant un	
	seuil AS.	
2330	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de	1,5t/j
	matières textiles.	

# ARTICLE 1.5.2. TRANSMISSION DU CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant devra transmettre au préfet et à l'inspection une proposition de calcul des garanties financières avant le 31 décembre 2018.

# **CHAPITRE 1.6 . MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

#### ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

# ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

# ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

#### ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;

- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

# CHAPITRE 1.7 .RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

#### ARTICLE 1.7.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

# **CHAPITRE 2.1 .EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### ARTICLE 2.1.1, OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées :
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

# CHAPITRE 2.2 .RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

#### ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

#### CHAPITRE 2.3 .INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

### ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

#### ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

### CHAPITRE 2.4 .DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

#### ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

# **CHAPITRE 2.5 .INCIDENTS OU ACCIDENTS**

#### ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

# CHAPITRE 2.6 .RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

#### ARTICLE 2.6.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté :

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

# TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### **CHAPITRE 3.1 .CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient êtres tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ENVOLS DE POUSSIERES ET DES BOURRES

Les stockages de produits de grattage des tissus et autres produits susceptibles d'envols sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

#### **CHAPITRE 3.2 . CONDITIONS DE REJET**

#### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ciaprès, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Conduit No	Installations raccordées	Combustible	Autres caractéristiques
1	CHAUDIERE de 1054kW	Gaz naturel	Vapeur industrielle
2	CHAUDIERE de 2800kW	Gaz naturel	Vapeur et aérotherme chauffage des locaux atelier principal
3	Aérotherme n°1 de 163kW	Gaz naturel	Chauffage de l'atelier teinture
4	Aérotherme n°2 de 163kW	Gaz naturel	Chauffage de l'atelier teinture
5	Rame KRANTZ 89	Gaz naturel	
6	Rame KRANTZ 72	Gaz naturel	/
7	Rame BRUCKNER	Gaz naturel	/
8	Rame MONFORT	Gaż naturel	. /

# ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

La hauteur de chaque cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) est supérieure à 10m.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m³/h.

## ARTICLE 3,2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n°1,2,3,4	Conduits n°5, 6,7,8
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3 %	3 %
Poussières	5	40
SO <sub>X</sub> (en équivalent SO <sub>2</sub> )	35	
NO <sub>X</sub> (en équivalent NO <sub>2</sub> )	100	/
COVNM	/	110
COV Annexe III de l'arrêté du 02/02/1998	/	20

# TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

# CHAPITRE 4.1 .PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

La quantité maximale d'eau prélevée qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours est de :

Origine de la		sse d'eau ou de Code national de la masse d'eau Prélèvement maximal (m3)		
ressource	la commune du réseau	(compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Annuel	Quotidien
Réseau public	SAINT-ETIENNE	/	13 000	80

#### ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Ils respectent les dispositions techniques prévues aux articles L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement.

# ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

## Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

#### Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Il n'y a pas de prélèvements d'eau en nappe par forage sur le site.

# CHAPITRE 4.2 . COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés.
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

# Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

# CHAPITRE 4.3 .TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : (eaux industrielles, domestiques et pluviales). Les eaux servant au refroidissement de l'unité de désensimage sont en circuit fermé.

#### ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES: CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitément des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Le nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	eaux industrielles, eaux domestiques, eaux pluviales		
Débit maximal journalier (m³/j)	80 m <sup>3</sup> /j (eaux industrielles)		
Débit maximum horaire (m³/h)	10 m <sup>3</sup> /h (eaux industrielles)		
	Autorisation de déversement et convention de rejet		
Conditions de raccordement	(eaux industrielles et eaux domestiques)		

Traitements avant rejet	Exutoires du rejet	Milieu récepteur
Homogénéisation, aération, neutralisation Bassin de 80m³ (Eaux industrielles) Refroidissement Bassin tampon (Eaux de refroidissement TAR)	1 exutoire vers le réseau Public d'assainissement de Saint-Étienne (Eaux industrielles et eaux domestiques principales)	Station d'épuration urbaine du PORCHON, FRGR0168 (Eaux industrielles et eaux domestiques)
Fosse septique avec épandage naturel (Eaux domestiques du nouveau bâtiment)	1 exutoire vers le Furet (Eaux domestiques du nouveau bâtiment)	LE FURANT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SAINT-ETIENNE, FRGR2042
Séparateur à hydrocarbures (Eaux pluviales des voiries)	1 exutoire vers le Furet (Eaux pluviales toitures des bâtiments principaux et des voiries)  1 exutoire vers le Furet (Eaux pluviales toitures du nouveau bâtiment)	LE FURANT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SAINT-ETIENNE, FRGR2042

# ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

# Article 4.3.6.1. Conception

rejet dans le milieu naturel:

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

# rejet dans le réseau:

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

# Article 4.3.6.2. Aménagement

### 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). L'exploitant doit pouvoir analyser séparément les rejets industriels, domestiques et pluviales.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### 4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

# Article 4.3.6.3. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

#### ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes.
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température: 30 °C
- pH: compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

# ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

# Article 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET DANS LA STATION D'EPURATION DU PORCHON (SAINT-ÉTIENNE)

Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant les 24 heures précédentes, (prélèvement asservi au débit) l'exploitant est tenu de respecter pour les eaux industrielles, avant leur mélange aux eaux domestiques, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté):

Débit Maximal : 80 m³/j		,
Paramètres	Concentration maximum (mg/l)	Flux maximum (kg/j)
DCO	2000	120
DBO5	800	40
MEST	600	30
Phosphore Total	50	2,5
Azote Global	150	7,5
Hydrocarbures totaux	10	0,8
Cuivre et ses composés	0,5	0,03
Perchloroéthylène	0,5	0,03

### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

# ARTICLE 4.3,11, EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les conditions et limites autorisées ci-dessous.

Les eaux pluviales des voiries transiteront avant rejet dans le Furet par un séparateur d'hydrocarbures, dont l'entretien régulier sera conforme à l'article 4.3.4.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MEST	25
DBO5	25
DCO	100
Hydrocarbures totaux	5

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Il est interdit d'établir d'autres liaisons entre les réseaux autres que celles définies à l'article 4.3.5.

#### TITRE 5 - DECHETS

#### **CHAPITRE 5.1 .PRINCIPES DE GESTION**

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

# ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

#### ARTICLE 5.1.4. DECHETS GERES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet..

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### ARTICLE 5.1.5. DECHETS GERES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### ARTICLE 5,1,6, TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantité .	Fréquences d'élimination	Filières de traitement
	Tissus, carton, papiers, plastiques	40 m3	3 à 4 fois/an	Recyclage, valorisation
Déchets dangereux	Boues Chlorées	5T	1 fois/an	Élimination, traitement (bordereau de suivi)

# TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

#### **CHAPITRE 6.1 .DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

# **CHAPITRE 6.2 .NIVEAUX ACOUSTIQUES**

## ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après.

Niveau de bruit ambiant existant dans	Émergence admissible :	Émergence admissible :	Émergence admissible :
les zones à émergence réglementée	de 7 h à 20 h	6h à 7 h – 20h à 22 h	22 h à 6 h
(incluant le bruit de l'établissement)		Dimanches et jours	
		fériés	
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou	5 dB(A)	3 dB(A)	3 dB(A)
égal à 45 dB (A)	·		
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	7h à 20 h	6h à 7 h – 20h à 22 h Dimanches et jours fériés	22 h à 6 h
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	55 dB(A)	50 dB(A)

# **CHAPITRE 6.3 .VIBRATIONS**

# ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

# TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

#### **CHAPITRE 7.1 .GENERALITES**

# ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les locaux et zones de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### ARTICLE 7.1.3. PROPRETE DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## ARTICLE 7.1.4. CONTROLE DES ACCES

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence. Un système de détection d'intrusion volumétrique existe et est reliée téléphoniquement au domicile de l'exploitant.

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et inter venir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

#### ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendies et de secours puissent évoluer sans difficultés.

## **CHAPITRE 7.2 . DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

### ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les éléments de construction des ateliers présentent les caractéristiques de réaction et résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2heures,
- convertures incombustibles,
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré demi-heure,
- portes donnant sur l'extérieure pare-flamme de degré demi-heure.

#### **ARTICLE 7.2.2. CHAUFFERIE**

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible;
  - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
  - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

# ARTICLE 7.2.3. ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION

L'exploitant établit et tient à jour un état des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié avec l'indication des éléments suivants pour chaque équipement concerné ;

- le nom du constructeur ou du fabricant
- le numéro de fabrication (ou référence de l'ISO pour les tuyauteries)
- le type : R pour récipient, ACAFR pour appareil à couvercle amovible à fermeture rapide, GVAPHP pour générateur avec présence humaine permanente, GVSPHP pour générateur sans présence humaine permanente, T pour tuyauterie
- l'année de fabrication
- la nature du fluide et groupe : 1 ou 2
- la pression de calcul ou pression maximale admissible
- le volume en litres ou le DN pour les tuyauteries
- les dates de la dernière et de la prochaine inspection périodique
- l'existence d'un dossier descriptif (état descriptif ou notice d'instructions)
- les dérogations ou aménagements éventuels

Cet état peut être tenu à jour sous une forme numérique ; un exemplaire sous format papier est remis à l'inspecteur des installations classées ou l'agent chargé de la surveillance des appareils à pression à sa demande.

# ARTICLE 7.2.4. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voiries ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,5 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,5 mètres
- résistance à la charge : 13 tonnes à l'essieu.

#### ARTICLE 7.2.5. DESENFUMAGE

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

#### ARTICLE 7.2.6. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours);
- d'un dispositif d'extinction automatique ou d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

# CHAPITRE 7.3 .DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS

#### ARTICLE 7.3.1. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### ARTICLE 7.3.2. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées les documents relatifs à la protection contre la foudre de son établissement (analyse du risque foudre, étude technique, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérification).

#### ARTICLE 7.3.3, VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

# ARTICLE 7.3.4. SYSTEMES DE DETECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection ou de tout autre dispositif approprié. L'exploitant dresse la liste de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

# CHAPITRE 7.4 , DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

#### ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

- I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
- II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs étanches en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

- III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
- IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
- V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

### **CHAPITRE 7.5 . DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

# ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

#### ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### ARTICLE 7.5.3, VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment:

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides);
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

# TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

#### CHAPITRE 8.1 .PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella specie* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

# CHAPITRE 8.2 .ZONES DE RISQUE TOXIQUE

#### ARTICLE 8.2.1. PERCHLOROETHYLENE

Les locaux et zones de manipulations de ce produit font partie du recensement défini à l'article 7.1.1

#### ARTICLE 8.2.2. UNITE DE DESENSIMAGE

Le désensimage des tissus est effectué en phase solvant à l'aide de perchloroéthylène avec colonne de distillation pour la régénération des solvants, le tout fonctionnant en circuit fermé. L'unité est conforme à la norme NG F 45 011 ou à toute autre spécification technique reconnu équivalente. L'étanchéité de l'unité est contrôlée chaque semaine. Elle est conçue pour limiter à 150°C maximum la température susceptible d'être atteinte par le perchloroéthylène.

Les résidus de la distillation sont à éliminer conformément aux prescriptions relatives aux déchets spéciaux.

#### ARTICLE 8.2.3. ZONES D'UTILISATION DU PERCHLOROETHYLENE – DETECTION – ALARME

Le dispositif de détection est disposé de façon à assurer à la fois :

- une détection au plus prés des sources potentielles de fuite, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage (détecteur de proximité)
- une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteur d'ambiance)

Tous les détecteurs fixes déclenchent une alarme sonore locale à partir du premier seuil d'alarme.

#### ARTICLE 8.2.4. PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux émanations toxiques doivent être mis à la disposition de toute personne ayant à séjourner à l'intérieure des zones toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toutes circonstances et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

#### ARTICLE 8.2.5. FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel.

Une formation particulière est assurée par le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance de l'installation de désensimage. Cette formation doit comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés et les opérations de mise en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;

- un entraînement périodique à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

Une attention particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement sur cette machine mais amené à y intervenir, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

<sup>-</sup> des exercices périodiques de simulation de déclenchement des dispositifs d'alarme installés et la mise en application des consignes de sécurité prévues ;

#### TITRE 9 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

#### CHAPITRE 9.1 .PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

# CHAPITRE 9.2 .MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

#### Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées Les mesures portent sur les rejets suivants :

Conduit N°	Installations raccordées	Combustible	Autres caractéristiques
1	CHAUDIERE de 1054kW	Gaz naturel	Vapeur industrielle
2	CHAUDIERE de 2800kW	Gaz naturel	Vapeur et aérotherme chauffage des locaux atelier principal
5	Rame KRANTZ 89	Gaz naturel	/
6	Rame KRANTZ 72	Gaz naturel	. /
.7	Rame BRUCKNER	Gaz naturel	
8	Rame MONFORT	Gaz naturel	

	Conduits nos 1 et 2		Conduits nos 5, 6, 7 et 8	
Paramètres	Fréquence	Enregistrement	Fréquence	Enregistrement
Débit	Bisannuelle	Oui	Annuelle	Oui
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	Bisannuelle	Oui	Annuelle	Oui
Poussières	/	/	Annuelle	Oui
NO <sub>x</sub> (en équivalent NO <sub>2</sub> )	Bisannuelle	Oui	/	/
COVNM	/	/	Annuelle	Oui
COV Annexe III de l'arrêté du 02/02/1998	/	/	Annuelle	Oui

L'ensemble de ces prélèvements et mesures sera réalisé dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

# 9.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan

Si les installations consomment plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

#### Article 9.2.2. RELEVE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaire dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Toutes les installations de prélèvements (réseau public et autres prélèvements) sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur agréé, ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Chaque mois est établi un bilan des quantités commerciales de tissus traités (en kilogrammes) par type de traitement et est calculée la quantité d'eau utilisée par kilogramme de tissu traité. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection et une synthèse lui est annuellement transmis au cours du premier mois de chaque année.

# ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS EAUX

# Article 9.2.3.1. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets industriels

Pour les rejets d'eau résiduaires industrielles après prétraitement et avant déversement dans le réseau d'assainissement de la ville de Saint-Etienne, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence d'analyse de l'a surveillance	nuto- Fréquence d'analyse par un organisme agréé (mesures comparatives)
Débit	Continu	Annuelle
pН	Continu	Annuelle
Température	Continu	Annuelle
DCO	Mensuelle (1)	Annuelle
DBO5	Mensuelle (1)	Annuelle

MEST	Trimestrielle	Annuelle
Phosphore total	Trimestrielle	Annuelle
Azote global	Trimestrielle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	Mensuelle (1)	Annuelle
Cuivre et ses composés	Mensuelle (1)	Annuelle
Perchloroéthylène	Mensuelle (1)	Annuelle

L'ensemble de ces prélèvements et mesures sera réalisé dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

(1) Sur demande justifiée par l'exploitant à l'inspection, ces fréquences pourront être allégées.

# Article 9.2.3.2. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux de voiries et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Pour les rejets d'eau pluviale de la voirie après le séparateur à hydrocarbures et avant déversement dans le Furet, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence d'analyse de l'auto-surveillance
MEST	Trisannuelle
DBO5	Trisannuelle
DCO	Trisannuelle
Hydrocarbures totaux	Trisannuelle

L'ensemble de ces prélèvements et mesures sera réalisé dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

# CHAPITRE 9.3 .SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

#### ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

#### ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

## Article 9.3.2.1. Rejets eaux industrielles et eaux pluviales des voiries

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet le mois suivant leur réception, à l'inspection des installations classées par le site de télédéclaration GIDAF, le rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées à l'article 9.2.3 du mois précédent. Ce rapport, traite

au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

# Article 9.3.2.2. Rejets atmosphériques

56. 图1. ·

attache a bakan bakan

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet annuellement au cours du premier mois de chaque année, à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse incluant l'ensemble des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 9.2.1 de l'année précédente.

# TITRE 10 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE - EXECUTION

#### ARTICLE 10.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### ARTICLE 10.1.2. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Étienne pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de Saint-Étienne fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la S.A. PARET VILLEDIEU.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société S.A. PARET VILLEDIEU dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 10.1.3. EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement chargée des Installations Classées, et Monsieur le maire de Saint-Étienne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de Saint-Étienne et à la S.A. PARET VILLEDIEU.

Fait à ST-ETIENNE, le

2 7 JUIN 2014

La Directrice Départementale de la Protection des Populations

Nathalie GUERSON

Copie adressée à :

- Société PARET VILLEDIEUVAL
- 15 Rue de Lissagaray
- 42100 SAINT-ETIENNE
- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement UT Loire Inspection de l'environnement
- Archives
- Chrono